

## LA LAÏCITÉ

## Une idée

**La laïcité en Algérie est à la fois une idée ancienne et neuve. Plongeant ses racines dans une pratique sociale ancestrale, à la marge de l'Etat, cette idée, aujourd'hui synonyme de modernité, fut chahutée par le colonialisme. Pratiquant une sécularisation à l'ombre du religieux, l'Etat national, construit à la jonction du socialisme, de l'arabisme et de l'islam, a assumé partiellement cette idée. L'introduction du multipartisme dans les années 1990 verra cette philosophie faire une entrée fracassante dans le débat politique. Les espoirs et les attaques soulevés par la laïcité ont mis en relief le côté passionnel de cette idée controversée, indiquant par ricochet la place prise sur la scène publique par deux questions : quel projet de société à mettre en place et, subséquemment, quelle est la nature des institutions se rapportant à cette perspective ? Plus de quarante ans après l'indépendance, l'épilogue n'est pas trouvé.**

## 1re partie

Anciennement, la société traditionnelle algérienne vivait dans un esprit de sécularisation, d'où émergeait une pratique sociale aux activités profane et sacrée distinctes. Les pouvoirs temporel et spirituel sont séparés, avec la djemaâ, d'un côté, y compris dans les zones non berbérophones, et la mosquée, représentant l'autre versant, sous l'autorité maraboutique. Quand bien même les grands événements, notamment les soulèvements contre l'occupation, se faisaient au nom de la religion, ce phénomène est davantage en corrélation avec l'idéologie de mobilisation. Dans le quotidien de la société rurale, dominante à l'époque, les affaires publiques se traitaient en partie en dehors du religieux. Il s'en est même trouvé des régions, comme la Kabylie, pour se détourner des normes religieuses en matière d'héritage (1). On peut dire que la société maghrébine, sunnite de rite malékite (2), était ambivalente, à la fois profondément imprégnée de religiosité et s'organisant de manière sécularisée. Le syncrétisme musulman, mélange de dogme et de paganisme, était et demeure vivace. L'emprise de l'islam n'était pas totalement hégémonique ni en matière de croyances populaires ni dans la conduite des affaires publiques.

La colonisation a déstructuré l'ordre ancien. Un monde s'en est allé et remplacé par un autre avec un bouleversement sans précédent. L'affaiblissement des zaouïas qui s'en est suivi n'a pas empêché celles-ci de maintenir leur rôle dans la propagation de l'islam populaire et mystique. C'est sans doute l'islam, dans cet entre-deux marqué par une immense mutation, qui restera malgré tout le marqueur identitaire le plus fort. L'émergence de l'anti-cléricisme de la III<sup>e</sup> République française (3) reste incompréhensible du fait de son origine exogène et de sa nouveauté en tant que concept théorique et pratique institutionnelle chez les autochtones. La loi de 1905, qui organise la séparation du culte et de l'Etat en France, n'est pas appliquée en direction des indigènes. Son application suppose l'abandon du statut personnel et donc l'accès à la citoyen-

neté française. Or, le colonialisme, basé sur l'ethnisation, selon Hannah Arendt, verrouillait le système par cette différenciation essentielle. Cependant, la volonté de l'administration coloniale d'organiser le culte musulman en structure officielle (variante d'un clergé) introduira le germe de la rationalité.

## La république : une force brimée

L'irruption du nationalisme moderne dans les années 1920 et son développement la décennie suivante vont placer les acteurs de cette période devant un dilemme face à cette étrange altérité. On peut distinguer trois courants dans ce patriotisme en formation : le radical, né dans l'émigration sous la bannière du PCF avant de s'en affranchir rapidement, le modéré, imprégné de kéralisme, et le religieux, qui visait la réforme des institutions et de l'islam (4). Le parti communiste algérien occupe une place singulière dans cette galaxie.

Le nationalisme radical qui va façonner le Mouvement national s'adresse à l'ensemble algérien, pris dans sa globalité comme une communauté indivisible. Ses mots d'ordre rencontrent un écho populaire et fervent. Les principaux dirigeants de cette mouvance sont fascinés par la révolution française. Le courant modéré, qui s'adresse davantage à la nouvelle élite formée par l'école française, rêve d'une révolution à la turque. Une association "Les jeunes Algériens" est fondée. Si les deux leaders charismatiques de ces deux tendances, Messali Hadj et Ferhat Abbas, invoquent la Grande révolution pour mieux pourfendre le colonialisme et assimiler un certain nombre d'idées — socialisme, libéralisme, démocratie, séparation de l'Eglise et de l'Etat — ils n'arrivent pas à invoquer la laïcité comme modèle. Ni non plus un Etat théocratique comme référence. Le poids du religieux cimentant le communautarisme musulman — société dominée et agressée — n'est pas étranger à cette démarche. Pour Benjamin Stora, "la Grande Révolution dresse un passage entre la fascination d'un nouveau monde révélé par la culture française et la nostalgie du

milieu d'origine, la préservation d'une personnalité culturelle ancestrale" (5). En profondeur, l'idée de modernité pénètre les esprits et fait son chemin dans la société.

Parallèlement à cette mouvance globalement influencée par les Lumières, même si les visions et les démarches politiques restent longtemps divergentes, s'est créée l'association des ulémas (les docteurs de la Loi) en 1931. Son parcours atypique ajoute de la complexité pour saisir cette période tourmentée de l'histoire algérienne. Cette association musulmane militait en faveur de la sauvegarde de la personnalité algérienne "sous la tutelle de la France" (6). Influencé par "l'islam" du Machreq, sous la houlette des réformistes Djamel Eddine El Afghani, Mohamed Abdou et Rachid Ridha, (7) le leader des Ulémas algériens, Abdelhamid Ben Badis, sans doute pour mieux échapper au contrôle administratif colonial, réclamait la séparation de la religion (musulmane) et de l'Etat. La parti tactique dans cette posture laïque est nette avec, en plus, à la base, une idée centrale : l'accès à la modernité afin de rattraper l'Occident. Leurs medersas étaient mixtes et les femmes musulmanes de cette école de pensée ne portaient pas le hijab. Malgré ce dessein, la progéniture de ce segment social fréquentait souvent l'école française. Les ulémas forgeaient une espèce de conservatisme social, élitiste et ambigu, surtout dans son rapport à l'administration. En dépit de leur approche modérée et de leurs multiples contradictions, les ulémas manipulent davantage la politique de laïcité qu'ils n'ont réellement adopté sa philosophie.

Quant au parti communiste, la formation la plus mixte d'entre toutes mais dominée par l'élément européen, il préconise la laïcité. Ce n'est pas pour autant son thème favori.

Décrivant la situation d'ensemble de l'anti-colonialisme, le politologue Omar Carlier trouve des mots judicieux : « L'islam ne connaît que des croyants, le PC que des camarades. Mais l'un met l'accent sur la vraie foi et le second sur le rôle stratégique de la classe ouvrière. Le PPA, lui, ne veut reconnaître que des frères. Le mot

citoyen n'est pas accessible au grand nombre... " (8). Le développement du nationalisme moderne durant presque trois décennies (1926-1954) va produire une idéologie jacobine qui est le miroir inversé de l'idéologie coloniale. Dans cet entrelacs où se mêlent démocratie, socialisme, arabisme et islam, l'option est à l'amalgame sur une base sociale interclassiste. La faillite des idéaux républicains, qui s'exprime notamment par les discriminations juridique et politique entre colons et indigènes, n'a pas permis aux jeunes patriotes algériens formés à l'école de la III<sup>e</sup> République de revendiquer explicitement la laïcité. En perspective, l'idée de la future nationalité algérienne se confondait avec la communauté musulmane. Une tentative de mettre de l'ordre est venue de jeunes lycéens de Ben-Aknoun, tous originaires de Kabylie et en contact avec Benai Ouali, membre du bureau politique du parti indépendantiste le PPA-MTLD. Ces jeunes ont produit un texte sous le pseudonyme de Idir El Watani, intitulé "L'Algérie vivra" (9) dans lequel ils définissent la nationalité algérienne en rapport avec la citoyenneté. L'opuscule est élaboré dans un langage marxisant et empruntait des concepts à la déclaration d'indépendance des Etats-Unis et de la Révolution française. Cette tendance appelée berbériste, connue pour son radicalisme anticolonialiste, fut expulsée du parti, l'année 1949. C'est la première tentative ouvertement laïque dans le patchwork idéologique du Mouvement national. Ils sont stigmatisés du nom de "berbéro-matérialistes".

L'insurrection du 1er novembre 1954 n'a pas dérogé à la règle. La contradiction principale est quasiment manichéenne : colons exploités, d'une part, et autochtones exploités, d'autre part. Dichotomie qui met à l'écart des questionnements importants. Ce n'est qu'en août 1956, lors du 1er congrès du FLN, dans la vallée de la Soummam, qu'est ébauchée une clarification sur le futur Etat national.

Il est explicitement dit qu'"il ne s'agit pas de restaurer une monarchie ou une théocratie désormais révolues. L'Etat sera démocratique et social". Le contenu progressiste de cette proclamation ne laissait

aucun doute sur l'orientation choisie. La combinaison des acteurs, du contenu et de la période ouvrait la voie à cette optique laïque. Paradoxalement, le mot laïcité n'est pas présent en tant que tel. Pourtant, ce congrès est présenté par ses adversaires comme le tombeau de l'arabo-islamisme du fait même de sa laïcité (10)

Qu'en est-il réellement ?

Il est indéniable qu'à cette époque les principaux acteurs du Mouvement national sont tous imbibés de culture moderne, voire marxisante. Leurs référents sont puisés dans l'universalité des luttes sociales et/ou des émancipations nationales. Ils veulent prendre les bons côtés des Lumières. La charte de la Soummam, rédigée exclusivement en français, porte une trace indélébile de cette influence. Socialisés dans des milieux différents, les deux principaux acteurs de cet attelage, Abane Ramdane (Kabylie) et Larbi Ben M'hidi (Nord-Constantinois) (11), vont faire aboutir les travaux de ce congrès par un texte doctrinaire retentissant et d'une portée stratégique considérable sur les plans idéologique, politique et diplomatique. Le premier a fait l'école de la III<sup>e</sup> République ; l'autre a accompli une partie de sa scolarité dans une medersa arabe (école coranique).

Les disparitions prématurées des deux personnalités dominantes de ces premières assises vont mettre en avant d'autres préoccupations davantage centrées sur l'exercice du pouvoir.

## La construction de l'Etat gallican

Se situant dans le camp du progrès avec des accents anti-colonialistes et anti-imperialistes, l'Algérie continuait pourtant à faire dans la confusion idéologique après l'indépendance. Malgré l'orientation "matérialiste" dénoncée par le leader des ulémas, Bachir El-Ibrahimi, et la consécration formelle de la liberté de conscience, l'article 2 de la première Constitution algérienne stipulait : "L'islam est religion d'Etat" (12). Mieux encore, la seule association autorisée en dehors du parti unique, le FLN, était "El Qiyam", "Les Valeurs", d'obédience islamiste. Là aussi, le paradoxe est à son comble.

## EN ALGERIE

## pérenne

Par Tarek Mira \*

Le socialisme spécifique, énoncé par les textes et les slogans, ne permettait pas d'avancer sur le terrain du statut personnel. Le premier chef de l'Etat, Ahmed Ben Bella (1962-1965), associait sciemment socialisme, arabisme et islam.

L'avènement de Boumediène (1965-1978) connaîtra les mêmes contradictions, sans les résoudre. Le rapprochement politique avec l'ex-Association des ulémas et la dissolution de l'association "Les Valeurs", l'année 1969, maintient cette ambiguïté d'autant plus fortement que le socialisme est reconduit de "manière irréversible". Durant ce long règne, la question du statut de la femme est restée en suspens, alors que nombre d'actions sont réellement à caractère progressiste, notamment la généralisation de l'enseignement. Ce phénomène projetait pour la première fois un nombre important de femmes dans plusieurs secteurs d'activité.

C'est le triomphe du dévoilement de la femme, observable massivement dans les villes.

La réappropriation de l'identité nationale basée sur la diffusion multiple de la langue arabe classique et la réaffirmation de la place de l'islam comme élément constitutif primordial de la personnalité algérienne vont conduire à des gestes symboliques aux conséquences alors insoupçonnées telles que la substitution du week-end dit universel (samedi et dimanche) par le week-end dit islamique (jeudi et vendredi). Par ailleurs, l'arabisation de l'enseignement est fortement politisée (13). Idéologisée, cette problématique, dont le contenu et l'encadrement ne sont pas de qualité, produira dans le futur d'énormes distorsions politique, culturelle et psychologique. Incontestablement, le lit de l'intégrisme islamique résidait en partie dans ce projet. A côté de l'enseignement, c'est la justice, autre secteur idéologique, qui est livré aux islamo-conservateurs. La revue juridique officielle *El Asala* exprime leur point de vue sans détour.

Dix ans après le début de l'accélération de l'arabisation (1968), lancée par le fils de Cheikh El-Ibrahimi, en l'occurrence le Docteur Ahmed-Taleb, on assistait aux premières mais timides apparitions du hidjab dans les universités.

Divisé en deux périodes — monopartisme (1979-1989) et multipartisme (1989-1992) — le règne de Chadli Bendjedid se distingue par un net élan vers la conservation. La jonction entre les conservateurs du parti unique (majoritairement enseignants de langue arabe) et les milieux islamistes institutionnels (justice et mosquées, etc.) se rencontrent pour donner naissance à la catégorie des bar-

béfélènes. A la télévision algérienne, l'Egyptien El Ghazali, formé à El Azhar et proche des Frères musulmans, délivrait malgré tout des prêches qui se voulaient conciliants tous les vendredis. Il n'arrivait pas, cependant, à franchir le pas pour une interprétation libérale, encore moins à susciter des vocations favorables à la contextualisation. Certaines de ses prises de position sont d'une stricte orthodoxie (14). La compromission se fait à ciel ouvert, l'année 1984, lorsque l'APN (Assemblée populaire nationale) du parti unique, présidée par Abdelaziz Belkhadem, a voté à l'unanimité le code de la famille d'inspiration islamiste.

L'instruction islamique propagée à l'école fondamentale diffuse, entre autres, une version simpliste de l'islam et glorifie la période médinoise, considérée comme la pureté par excellence de l'histoire musulmane. Le sectarisme et l'incitation à la haine (impies, athées, apostats laïcs, communistes, juifs, chrétiens, francs-maçons, femmes, etc.) sont relayées dans les quartiers populaires et mosquées par des imams qui commencent à échapper peu à peu à la mainmise de l'Etat.

La conception gallicaniste ou de contrôle du culte par la fonctionnarisation du personnel religieux est largement débordée. L'arrivée massive d'arabisants sur les champs politique et économique va avoir raison de l'équilibre fragile entretenu depuis l'indépendance jusqu'au début des années 1980. Cette période, qualifiée par Henri Sanson de "laïcité islamique algérienne" (15) venait d'atteindre son terme. La décennie suivante est marquée par une fracture béante aux plans spirituel, éducatif et culturel sur fond de rupture générationnelle. Pierre Vermeren le remarque fort à propos au Maroc, constat se rapprochant de la situation algérienne : "L'incompréhension est grande lorsque ces jeunes arrivant au lycée et à l'université et se retrouvent confrontés à des professeurs de l'ancienne école. Au point que, dans les années 1990, ce sont les élèves qui font régner leur ordre moral dans les classes, déniaient à l'enseignant toute liberté de ton ou de critique vis-à-vis de la norme islamique. La majorité silencieuse n'a d'autre choix que de s'incliner. Le terrain de cette éducation a détruit les germes de l'individualisme libéral des années 1970, se transformant en couveuse de la vague islamiste." (16) L'autre recoupement se situe dans une meilleure connaissance de l'histoire de l'islam que de l'histoire nationale (17).

Le grossier travestissement de l'expansion musulmane en Afrique du Nord particulièrement, qui relève de l'immaturité au minimum, exprime, à sa manière, cet autre

hiatus.

Juste avant l'irruption du multipartisme (constitution de février 1989), la révision constitutionnelle d'avant, opérée le 3 novembre 1988, rompait les liens formels avec la référence au socialisme. Tout se passait jusque-là comme si "pour acquérir droit de cité dans les pays musulmans, le socialisme a besoin d'une légitimation en termes islamiques". Ce type de démarche trouve pleine illustration dans la Charte nationale algérienne, adoptée le 27 juin 1976 (18).

A suivre...

T. M.  
\* Secrétaire national aux relations internationales du RCD

(1) L'exhérédateur de la femme en Kabylie, la lésant encore davantage que la législation musulmane, a été décidée, l'année 1748, à Djemaâ n'Saharidj, lors d'une réunion d'une partie des tribus kabyles. In René Lenoir : *Mon Algérie tendre et violente*, Ed. Plon, 1994, page 230.

(2) L'orthodoxie sunnite est composée de quatre écoles juridiques : chafite, hanbalite, hanafite et malikite. La hanéfisme, moins rigoriste, a existé dans des villes du temps de la régence turque. Il est en phase de disparition. Par ailleurs, il existe une minorité kharidjite (de rite ibadite) dans le Sud, précisément au M'zab, population berbérophone. Le courant chiite, après son premier triomphe politique et religieux au Maghreb (X<sup>e</sup> siècle), a disparu de cette contrée.

(3) Proclamée en 1792 (I<sup>er</sup>), 1848 (II<sup>e</sup>) et 1874 (III<sup>e</sup>), la république est reconnue par le Cardinal Lavigerie, au nom de l'Eglise d'Algérie, le 12 novembre 1890. Les tensions ont toujours existé entre le pouvoir civil et l'instance ecclésiastique, notamment à propos de l'implantation des écoles confessionnelles en Kabylie. In Karima Dirèche-Silmani *Les Chrétiens de Kabylie*, 1873-1954, Ed Bouchène, 2004.

(4) Le courant radical est incarné par la filiation ENA (Etoile nord-africaine), Glorieuse ENA, PPA (Parti du peuple algérien), MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques). Le courant modéré et réformiste est représenté par les Elus du Nord-Constantinois du D' Bendjelloun, puis par l'UPA (Union du peuple algérien) et l'UDMA (Union démocratique du manifeste algérien).

En 1944, les deux courants ont créé les AML (les Amis du manifeste algérien). La crise au sein du MTLD a débouché sur une scission

entre les membres du comité central et le chef historique, Messali. Ils s'excluent mutuellement. Des jeunes issus de la branche paramilitaire (l'Organisation spéciale) vont lancer, l'été 1954, le CRUA (le Comité révolutionnaire d'unité et d'action) qui se réorganiserait sous le sigle du FLN (Front de libération nationale), à la veille du déclenchement de l'insurrection, le 1<sup>er</sup> novembre 1954. Quant aux légitimistes du MTLD, ils changent de sigle : le MNA (Mouvement national algérien), toujours sous la présidence du vieux Messali.

Le FLN absorbera l'ensemble des tendances internes et externes au MTLD, à l'exception du MNA. Cette politique sera consacrée par le Congrès de la Soummam le 20 août 1956. Les ulémas en feront partie.

(5) Messali Hadj (1898-1974) Ferhat Abbas (1899-1985) : deux plaidoiries pour une Nation.

In *Pour les droits de l'homme, Histoire (s), Image (s), Parole (s)*. Ed. Artis 89. Page 34.

(6) Les ulémas ont repris à leur compte la charte réformiste de 1925. Dès sa fondation, l'association fut présentée par Ben Badis comme un instrument visant à répandre le progrès et la fraternité sur la base de l'islam et de la *qawmia* (individualité nationale) dans le cadre de la souveraineté et des lois françaises.

In Ali Merad : *Le réformisme musulman de 1925 à 1940*. Ed. Mouton, Paris, La Haye, page 472. Réédité chez El-Hikma, 1999.

(7) Rachid Ridha (1865-1935), Libano-syrien, nommé par Abdou à la tête de la revue *El-Manar*, se réorienta vers le salafisme en vouant une admiration pour Ibn Saoud. Il est devenu l'icône des Frères musulmans et de leur fondateur Hassan El Banna. In Alexandre Del Vall : *Le totalitarisme islamiste*, Ed. des Syrtes 2002, page 53.

Quant aux deux premiers Djamel Eddine El-Afghani (1838-1897) et Mohamed Abdou (1849-1905), ils font l'objet d'une controverse en étant accusés d'incroyance. Un échange épistolaire entre les deux penseurs est en effet équivoque, sans être explicite. In Charles André Julien : *L'Afrique du Nord en marche*, Ed. Julliard, 1972, page 362, 3<sup>e</sup> édition.

(8) *Entre nation et jihad - Histoire sociale des radicalismes algériens*. Omar Carlier. Ed : Presses de science po, 1995, Page 233.

(9) La symbolique du titre est parlante : Idir étant le diminutif du vivant en tamazight (berbère), tandis que El Watani veut

dire national en arabe. En d'autres termes, ces jeunes auteurs expriment l'ancrage séculaire de tamazight et la dimension nationale, voire nationalitaire, de leur démarche. Dans la Fédération de France du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), parti indépendantiste, la motion de déclenchement de l'insurrection de cette étude a été adoptée par 26 voix sur 32.

(10) Les principaux adversaires de ce congrès sont Ben Bella et Mahsas. Survivants à la guerre, ils n'ont jamais changé d'avis.

(11) Originaire du Nord-Constantinois, il fut le premier chef de la wilaya V (Oranie) qu'il représenta au Congrès de la Soummam. A partir de ces assises, il constitue avec Abane, Krim, Dahlab et Benkheda le premier CCE (Comité de coordination et d'exécution) (12) Cet article sera reconduit dans les trois futures Constitutions, sous Boumediène, Bendjedid et Zeroual.

(13) L'arabisation est impulsée par l'ordonnance du 26.04.68, décrétant une réalisation totale dès 1971. Depuis, celle-ci fera l'objet de textes ou de lois jusqu'en décembre 1996.

Commencée à être partiellement appliquée, l'arrivée de Bouteflika au pouvoir, l'année 1999, mettra encore un peu de répit à cette politique.

(14) À la mort du célèbre écrivain Kateb Yacine (1989), philo communiste, berbériste et athée proclamé, Ghazali a soutenu que celui-ci ne méritait pas d'être enseveli en terre algérienne musulmane. Rappellons que Kateb a été membre actif du FLN combattant.

(15) Henri Sanson *Laïcité islamique algérienne*, Ed. CNRS, 1983

(16) Pierre Vermeren : *Maghreb : la démocratie impossible ?* Ed. Fayard, 2004, page 236.

(17) Ce constat est signalé par plusieurs ouvrages. Mohamed Charfi le développe avec pertinence pour l'ensemble des pays arabo-musulmans. In : *Islam et liberté, le malentendu historique*, Albin Michel, 1998.

(18) Ali Merad : *L'islam contemporain*. Ed. Dahlab, 5<sup>e</sup> édition corrigée, 1994, page 104. La charte nationale proclame : «Le socialisme, en Algérie, ne procède d'aucune métaphysique et ne se rattache à aucune conception dogmatique étrangère à notre génie national. Son édification s'identifie avec l'épanouissement des valeurs islamiques qui sont un élément constitutif fondamental de la personnalité du peuple algérien.» Ibid.